

## **Kirghizstan**

### **Le gouvernement provisoire et la communauté internationale doivent mettre fin à l'impunité.**

#### *Conclusions préliminaires de la mission d'enquête de la FIDH*

**Paris, Bishkek, le 9 juillet 2010** – A la suite des événements qui ont secoué le Kirghizstan en avril et en juin 2010, la FIDH a mandaté une mission d'enquête internationale. Celle-ci a conduit de nombreuses interviews à Bishkek et à Osh entre le 20 et le 28 juin 2010 et s'est entretenue avec des représentants d'ONGs, de partis politiques, du gouvernement provisoire et des autorités locales. Elle était composée de MM. Ales Bialiatski, Vice-Président de la FIDH et Président du Centre des droits de l'Homme «Viasna» (Belarus), Kirill Koroteev, juriste, conseiller au Centre des droits de l'Homme «Memorial» (Russie) et European Human Rights Advocacy Centre et Johan Bihr, chercheur spécialiste de l'Asie centrale (France).

La mission de la FIDH a constaté que le gouvernement provisoire est trop faible pour faire face à l'instabilité qui prévaut, particulièrement au sud du pays, où l'impunité règne et des crimes y sont toujours commis. La lutte contre l'impunité, qu'il s'agisse des événements d'avril ou de juin 2010, semble toujours insuffisante. Les membres de la mission se sont entretenus avec de nombreux membres de la minorité ouzbèke et ont observé de nombreuses situations témoignant de leur extrême vulnérabilité et de l'absence de protection et d'assistance. Quant à la pression exercée sur les défenseurs des droits de l'Homme et les journalistes indépendants, elle prend des proportions systématiques.

#### **Une situation loin d'être stabilisée**

Trois semaines après l'éclatement de violents affrontements provoqués entre citoyens d'ethnies kirghize et ouzbek, dont le bilan officiel atteindrait plus de 1500 morts et plus de 400 000 déplacés, la situation au sud du pays est loin d'être stabilisée, bien que les

affrontements d'envergure aient pris fin<sup>1</sup>. Suspendu pour le référendum constitutionnel du 27 juin, le couvre-feu a été rétabli jusqu'au 10 août dans la région de Jalalabat et certaines villes de la région de Osh. Chaque jour, prises d'otages, viols, meurtres, ont été rapportés aux membres de la mission d'enquête.

Une partie des organes de sécurité (armée, police, et les services de sécurité GSNB) échappe au contrôle de Bishkek et se livre en toute impunité à des descentes et exactions contre des civils. De plus, les fonctionnaires des forces de l'ordre, tout comme ceux de la justice, sont presque exclusivement d'ethnie kirghize, ce qui multiplie les situations de tension et empêche les Ouzbeks de faire confiance aux forces de l'ordre. La mission de FIDH a recueilli de nombreux témoignages de victimes ouzbèkes souhaitant faire part de la poursuite des violences à des interlocuteurs internationaux faute de pouvoir faire confiance aux autorités.

L'organisation membre de la FIDH *Citizens Against Corruption* a reçu des informations témoignant d'arrestations d'Ouzbeks à Osh accusés sans preuves convaincantes pour les instabilités de juin 2010. Ainsi, le 29 juin 2010, les forces de sécurité ont arrêté Zulkhumor Moydinova et exigent qu'elle leur livre son fils mineur, sous la menace de placer chez elle des armes et des drogues puis de l'inculper pour cela. Mme Moydinova, handicapée et malade, se trouverait actuellement en détention à Osh.

Dans la nuit du 24 au 25 juin, un groupe de cinq hommes armés s'est livré à des violences graves envers les membres de la famille Abdulaev, retournés le jour même à leur domicile dans le village d'Assanchev, à majorité kirghize, après s'être réfugiés dans un camp pour échapper aux violences. Tadjikhan Abdulaeva, membre de la société civile et élue locale, a été violée, menacée de mort et maltraitée en présence de ses enfants. Sa mère Khadayatkhon Abdulaeva et son frère Isroil Mamdjanov ont également été violemment frappés, et argent, bijoux et téléphones portables de la famille ont été dérobés. Les victimes auraient reconnu parmi leurs agresseurs deux habitants du village. Le poste de police étant fermé la nuit, aucun secours n'a pu être demandé lors de l'agression. Par la suite, les victimes n'ont pas souhaité porter plainte à la police ou à la procureure, ne faisant pas confiance aux fonctionnaires kirghizes.

En outre, sur tout le territoire kirghize, aucune campagne de désarmement efficace n'a été organisée, et la circulation d'armes est un facteur supplémentaire d'instabilité.

Il est regrettable que face à cette situation, le Gouvernement provisoire a eu tendance à systématiquement minimiser la gravité des faits. Il a été rapporté à la mission que les médias ont été priés de ne rien communiquer sur l'ethnicité des victimes et des groupes combattants. Dès le 15 juin, la présidente par intérim Roza Otunbaeva déclarait que la situation était sous contrôle et que le Kirghizstan retirait sa demande de forces d'interposition à la communauté internationale. *«Les professionnels de l'information doivent bien sûr faire preuve de responsabilité et nous comprenons la volonté d'apaisement des autorités. Mais la minimisation des événements ne fait que nourrir les rumeurs, attiser la panique et entretenir la méfiance de la population, qui reçoit de toutes façons les informations par d'autres canaux. Nous espérons que les dernières déclarations de Roza Otunbaeva, reconnaissant le 27 juin que la situation était loin d'être stable, marquent un tournant»*, a déclaré Souhayr Belhassen, Présidente de la FIDH. *«Le*

---

<sup>1</sup> Pendant près d'une semaine, à partir du 10 juin, le sud du pays était la proie de bandes criminelles très organisées qui pillaient et massacraient hommes, femmes et enfants. Selon les analyses d'images satellite de l'ONU, entre 2000 et 3000 maisons auraient été détruites dans la seule ville d'Osh, 433 dans la ville de Bazar-Korgon (région de Jalalabat).

*conseil permanent de l'OSCE doit déployer dans les plus brefs délais un groupe de policiers médiateurs suffisamment important pour pouvoir apporter une véritable protection aux personnes dont la vie et l'intégrité sont toujours en danger», a-t-elle ajouté.*

Les défenseurs des droits de l'Homme et ceux qui essaient de mettre la lumière sur les violences commises font l'objet d'intimidation de la part des forces de l'ordre et de groupes divers. Ainsi, le 28 juin, Tolekan Ismailova et Aziza Abdirasulova, respectivement présidentes des ONG Citizens Against Corruption et Kylym Shamy, ligues membres de la FIDH, ont été convoquées au bureau du parquet régional de Osh<sup>2</sup> pour y être entendues comme témoins dans une affaire d'«organisation de désordres de masse» (art. 233 du Code pénal de la République kirghize) et de «meurtre de masse» (art. 97). *«Mmes Ismailova et Abdirasulova ont accompli un travail de recherche primordial dans la région de Osh, documentant de très nombreuses violations et se battant pour que les autorités prennent la mesure de la situation. Elles venaient de demander au ministre de la défense et envoyé spécial du gouvernement pour la région sud, Ismail Isakov, l'accès aux lieux de détention provisoire de Osh. Aussi leur convocation ne peut qu'être interprétée que comme un avertissement aux défenseurs des droits de l'Homme locaux, pour qu'ils cessent de documenter les abus des forces de l'ordre»,* a déclaré le vice-Président de la FIDH Aliaksandr Bialiatski, qui a accompagné Mmes Ismailova et Abdirasulova à l'interrogatoire.

Un accident qui s'est produit lors de la mission témoigne de volonté d'éloigner les observateurs indépendants et les défenseurs des droits de l'Homme de cette région. Le 27 juin 2010, M. Bialitski, Mmes Abdirasulova et Ismailova, ainsi que la journaliste russe Oksana Chelysheva qui les accompagnait, ont été victimes d'un accident visiblement prémédité près du village de Papan, aux environs de Osh: *« Les boulons de la roue arrière de notre véhicule ont été sciés, durant notre courte absence de la voiture. Personne n'a été blessé mais l'accident aurait pu être bien plus grave. Notre présence dérangeait»,* a précisé Aliaksandr Bialiatski. En outre, les menaces à l'encontre de Tolekan Ismailova et des membres de sa famille se sont poursuivies et aggravées, contraignant cette dernière à quitter temporairement le Kirghizstan, juste après la fin de la mission de la FIDH. Plusieurs personnes ont en effet mis en garde Mme Ismailova contre des groupes criminels, qui auraient «ouvert la chasse à Tolekan Ismailova, en lien avec la situation dans le sud du pays».

La FIDH rappelle que Azimjan Askarov, défenseur des droits de l'Homme reconnu et président de l'association « Vozdukh », a été arrêté le 15 juin pour participation présumée aux affrontements qui ont abouti à la mort d'un officier de police à Bazar-Korgon<sup>3</sup>. D'après son avocat, il aurait filmé les événements, dont certains éléments seraient très compromettants pour la police locale. Cette dernière a violemment fouillé à trois reprises le domicile de M. Askarov, occasionnant d'importants dommages. M. Askarov est toujours détenu au poste de police de Bazar-Korgon, où il aurait fait l'objet de tortures. Après avoir nié les faits, le parquet a déclaré à la mission de la FIDH qu'il avait été blessé avant son arrestation. Le parquet s'est montré aussi réticent à la modification de la mesure de

---

<sup>2</sup> Appel de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme du 30 juin 2010, <http://fidh.org/Open-Letter-to-the-authorities-Deep-concern,8235>.

<sup>3</sup> Communiqué de presse de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme du 18 juin 2010 <http://www.fidh.org/Arbitrary-detention-of-a-human-rights-defender>

restriction adoptée à l'encontre de M. Askarov et à son examen et, le cas échéant, à un traitement par des médecins indépendants.

**Dans le reste du pays, la situation des droits de l'Homme est en progrès mais les avancées restent très fragiles**

Depuis le renversement du régime de Kourmanbek Bakiev le 7 avril 2010, la restauration des droits de l'Homme a été proclamée comme l'un des objectifs prioritaires du Gouvernement provisoire. Des mesures symboliques ont été prises, comme la dissolution du «9e département» du GSNB, en charge du suivi de l'opposition politique. Si certaines sphères du nouveau pouvoir se montrent en effet à l'écoute de la société civile, d'autres en revanche ont aussitôt repris des mesures d'intimidation. Ainsi, d'après M. Daniar Karimov, des journalistes de la rédaction de [www.24.kg](http://www.24.kg) ont ainsi reçu des appels téléphoniques les enjoignant à plus de prudence.

Dans un contexte de polarisation extrême, les cadres du régime précédent sont accusés de tous les maux actuels. Les députés de l'ancien parti présidentiel, Ak Jol, sont harcelés par le SNB, tandis que la police ne les protège pas des divers groupes criminels qui profitent de leur nouvelle faiblesse. La mission s'est entretenue avec les représentants du parti des communistes du Kirghizstan, du parti Ak Jol et des activistes politiques qui ont fait part des intimidations reçues, principalement par téléphone. Les députés de Ak Jol ont été convoqués au SNB qui les a incités à renoncer à leur appartenance au parti Ak Jol. Le 7 avril 2010, 86 manifestants ont été tués en plusieurs endroits de la capitale par les forces de l'ordre et les snipers du service de la garde présidentielle. La Commission nationale d'enquête sur ces violences doit bientôt rendre son rapport, mais d'après les rendez-vous que la mission a pu obtenir avec les représentants de la commission, il est visiblement plus important pour elle de renforcer la légitimité du nouveau pouvoir en condamnant l'ancien, que de faire la lumière sur ce qui s'est réellement passé. Leur conclusion principale est que tous les ordres auraient été donnés personnellement par Janysh et Maksim Bakiev, le frère et le fils du président. Ainsi, si la FIDH salue l'adoption le 18 juin par le Conseil des droits de l'Homme d'une résolution appelant le gouvernement kirghize à conduire une enquête transparente sur les événements du 7 avril. Les mesures prises sur le plan national restent clairement insuffisantes. Par conséquent, la constitution d'une mission internationale d'enquête est essentielle pour garantir indépendance et efficacité.

D'une manière générale, à l'exception du sud du pays (*voir supra*), la société civile est globalement libre de travailler et de faire avancer ses propositions. Le Gouvernement provisoire multiplie les consultations et tables rondes avec elle, même si elles sont plus ou moins suivies d'effet, et les pratiques témoignent de nouvelles formes de pression directes ou indirectes. Malgré une campagne assez univoque et les nombreux doutes qui l'ont précédé, les conditions de la tenue du référendum constitutionnel du 27 juin ont été reconnues satisfaisantes par l'OSCE.

Pourtant, au regard du sentiment d'urgence qui prévaut, le Gouvernement provisoire gouverne par décrets, parfois hors cadre légal. Si les conditions exceptionnelles de son arrivée au pouvoir sont compréhensibles, la dissolution du Parlement et de la Cour constitutionnelle, le cumul entre les mains du pouvoir des fonctions exécutives et législatives, comme la surveillance par un même vice-premier-ministre des ministres de l'Intérieur et de la Justice, ouvrent potentiellement la porte à de nombreuses dérives. Ainsi,

La FIDH est une organisation non gouvernementale de défense des droits humains, qui fédère 155 organisations dans plus de 100 pays. La FIDH a un statut consultatif auprès des Nations unies, de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe et d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples.

les chaînes de télévision «Piramida» et «5e chaîne» ont brusquement été nationalisées sans compensation, par un décret qui a dû ensuite être annulé, car il ignorait un investisseur kazakh qui possédait 49% des parts de Piramida.

En l'absence de tout contre-pouvoir institutionnel en mesure d'exercer le contrôle politique ou juridictionnel de l'action du Gouvernement provisoire d'ici aux prochaines élections parlementaires, la société civile est appelée à jouer le rôle de seul interlocuteur du pouvoir, sans vraiment en avoir les moyens. Ce sentiment d'urgence est encore renforcé par la situation dans le sud. *«Quand il est question de l'intégrité de l'Etat, de la lutte contre le terrorisme, toutes sortes de violations des droits de l'homme, la mission de la FIDH a constaté que le gouvernement provisoire est trop faible pour faire face à l'instabilité importante, particulièrement au sud du pays, où l'impunité règne et des crimes y sont toujours commis. La lutte contre l'impunité, qu'il s'agisse des événements d'avril ou de juin 2010, semble toujours insuffisante. Les membres de la mission se sont entretenus avec de nombreux membres de la minorité ouzbèke et observé de nombreuses situations témoignant de leur extrême vulnérabilité et de l'absence de protection et d'assistance. Quant à la pression exercée sur les militants des droits de l'homme et les journalistes indépendants, elle prend des proportions systématiques. L'homme sont possibles»*, résume un interlocuteur de la mission d'enquête, directeur du département des relations internationales du parquet général du Kirghizstan. Pourtant, le succès du référendum constitutionnel témoigne de la volonté du Gouvernement provisoire de se rapprocher d'une légitimation démocratique, même si le manque d'information sur le texte, la combinaison des questions présentées au référendum, et l'acceptation pour le vote de documents ne mentionnant pas la citoyenneté sont à déplorer.

Ainsi, la mission de la FIDH a constaté que le gouvernement provisoire est trop faible pour faire face à l'instabilité qui prévaut, particulièrement au sud du pays, où l'impunité règne et des crimes y sont toujours commis. La lutte contre l'impunité, qu'il s'agisse des événements d'avril ou de juin 2010, semble toujours insuffisante. Les membres de la mission se sont entretenus avec de nombreux membres de la minorité ouzbèke et ont observé de nombreuses situations témoignant de leur extrême vulnérabilité et de l'absence de protection et d'assistance. Quant à la pression exercée sur les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes indépendants, elle prend des proportions systématiques.

### **Considérant la situation, la FIDH et ses organisations membres appellent :**

#### **Les autorités kirghizes :**

- à faciliter la création d'une commission d'enquête internationale indépendante sur les violences dans le sud du pays en juin 2010; à examiner sérieusement la qualification de crimes contre l'humanité pour accepter la juridiction de la Cour pénale internationale ; à veiller à ce que tous les responsables des crimes commis, y compris les représentants des forces gouvernementales, soient traduits devant la justice ; à prêter une attention particulière aux allégations de responsabilité de certains représentants des forces de sécurité ou des administrations locales.
- à demander la création d'une commission d'enquête internationale et indépendante sur la nature et l'étendue des violences des 6 et 7 avril 2010 à Talas et Bishkek, et sur ses responsables et de garantir l'efficacité de l'enquête pénale;

La FIDH est une organisation non gouvernementale de défense des droits humains, qui fédère 155 organisations dans plus de 100 pays. La FIDH a un statut consultatif auprès des Nations unies, de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe et d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

- à communiquer régulièrement et en toute transparence sur la situation sécuritaire et humanitaire dans le sud du pays, en incluant les représentants de la société civile conformément aux déclarations de Roza Otunbaeva du 27 juin 2010;
- à instaurer des mécanismes fiables de concertation et de contrôle des décrets du Gouvernement provisoire;
- à garantir dans leur structure l'indépendance des médias nationalisés (autonomie de la politique éditoriale, comité de surveillance...);
- à juger les responsables du régime précédent accusés de crimes ou de corruption en toute transparence et dans des conditions équitables; dans le même temps, de lancer une politique de réconciliation nationale et de cesser de persécuter les parlementaires d'*Ak Jol* et de ses alliés;
- à organiser une campagne efficace de désarmement sur tout le territoire kirghize.

#### **Les autorités militaires et policières des régions de Osh et Jalalabat, ainsi que les parquets régionaux:**

- à cesser l'intimidation et le harcèlement des défenseurs des droits de l'Homme et à coopérer avec eux;
- au procureur de Bazar-Korgon, Mme Jamilya Torojanova, à autoriser immédiatement une expertise médicale indépendante de M. Azimjan Askarov, à examiner sérieusement la possibilité d'une libération conditionnelle au vu de son état de santé, et à lui garantir la tenue d'un procès équitable et transparent.

#### **Les Etats-membres de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE):**

- d'inciter le conseil permanent de l'OSCE à déployer dans les plus brefs délais un groupe de policiers d'interposition suffisamment important pour pouvoir apporter une véritable protection aux populations civiles dont la vie et l'intégrité sont toujours en dangers;
- d'intervenir rapidement en faveur de l'envoi d'une mission d'enquête sur les événements d'avril et de juin 2010.

#### **Les membres du Conseil de Sécurité des Nations unies:**

- à se saisir de la situation au Kirghizstan, en vertu du Chapitre 7 de la Charte des Nations unies et en application de la Responsabilité de protéger;
- à commanditer une enquête internationale et indépendante sur l'étendue et la nature des crimes commis au sud du pays, dans la perspective, le cas échéant, d'une saisine du Procureur de la Cour Pénale internationale, en vertu de l'article 13(b) du Statut de Rome,
- à accompagner la mise en place, sous un mandat de l'OSCE, d'une force

La FIDH est une organisation non gouvernementale de défense des droits humains, qui fédère 155 organisations dans plus de 100 pays. La FIDH a un statut consultatif auprès des Nations unies, de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe et d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples.

internationale de police pour assurer la sécurité des civils et la stabilisation de la région, doublée le cas échéant, d'un appui militaire,

- à accompagner la mobilisation humanitaire et d'appui aux réfugiés et déplacés menée par les agences de l'ONU.

**L'ensemble de la communauté internationale :**

- à examiner de façon coordonnée les mesures possibles pour aider les autorités kirghizes à stabiliser rapidement la situation dans le sud du pays et prévenir toute nouvelle escalade de la violence.

**Les Etats-membres de l'Organisation du Traité de Sécurité Commune (OTCS) :**

à trouver rapidement un accord sur le soutien logistique et matériel aux forces kirghizes;

**Les organisations humanitaires et les autorités kirghizes:**

à lancer le plus rapidement possible de vastes programmes de réhabilitation des logements détruits, d'aide médicale et psychologique et de prévention des conflits dans les régions de Osh, Jalalabat et Batken.

**Contacts presse :**

**FIDH : Karine Appy/Fabien Maitre : + 33 1 43 55 14 12/ + 33 1 43 55 90 19 / + 33 6 48 05 91 57**